Document generated on 05/15/2024 8:09 a.m.

Politique et Sociétés

Panique à l'université. Rectitude politique, wokes *et autres menaces imaginaires*, de Francis Dupuis-Déri, Montréal, Lux, 2022, 328 p.

Jean-Pierre Couture

Volume 42, Number 3, 2023

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1106145ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1106145ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Couture, J.-P. (2023). Review of [*Panique à l'université. Rectitude politique,* wokes *et autres menaces imaginaires*, de Francis Dupuis-Déri, Montréal, Lux, 2022, 328 p.] *Politique et Sociétés*, *42*(3), 215–218. https://doi.org/10.7202/1106145ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

souhaiteraient délibérément ignorer les approches intersectionnelles. Lépinard et Mazouz expliquent ici que le fait de prendre en compte, dans l'analyse, les imbrications des expériences minoritaires et les points de vue des groupes minorisés serait vu par certains comme un danger pour l'ordre établi et pour les positions dominantes acquises notamment dans la sphère universitaire. Cette posture de surplomb, qui consiste à croire que le ou la chercheur·euse peut se détacher des points de vue particuliers, serait un privilège réservé à certaines élites. D'après Lépinard et Mazouz, ce seraient ces mêmes élites qui, occupant une position privilégiée dans les universités françaises, considéreraient que les chercheur·ses travaillant sur la question de la race, du décolonialisme ou de l'intersectionnalité occupent une position hégémonique au sein des universités. Cette critique traduirait en fait une volonté de refuser une politique de présence des minorités au sein des universités, dont les expériences apporteraient beaucoup aux débats intellectuels. C'est précisément sur cette « épistémologie de l'ignorance » qu'est construite la critique des auteures. Contrairement à ce qu'affirment les tenants d'une épistémologie objectiviste, « l'épistémologie du point de vue [dont se revendiquent les travaux féministes et intersectionnels] n'accorde pas de privilège épistémique aux dominé·es. Elle défend néanmoins l'idée que la science ne peut pas non plus se faire sans leurs points de vue et leurs expériences » (p. 51).

En conclusion, ce court ouvrage offre une stimulante introduction aux approches intersectionnelles et aux débats auxquels elles font face en France. Grâce aux réflexions qui y sont amenées et aux références qui y sont employées par Lépinard et Mazouz (celles-ci vont de travaux classiques à des études plus récentes), ce livre constitue, selon nous, un outil précieux pour quiconque souhaite se familiariser avec les travaux intersectionnels. Toutefois, le débat étant d'une grande complexité et le livre étant plutôt court, le ou la lecteur·rice aura parfois le sentiment que les auteures perdent le fil de leurs arguments, ce qui a tendance à rendre le propos ardu. C'est pourquoi nous pensons que l'ouvrage gagnerait à être plus structuré. À titre d'exemple, la différence entre le premier et le deuxième « procès » pourrait être davantage explicite afin d'éviter toute confusion. Finalement, à travers *Pour l'intersectionnalité*, Éléonore Lépinard et Sarah Mazouz invitent les lecteur·rices à se questionner sur le rôle que devraient jouer les sciences sociales au sein de la société. Doivent-elles légitimer l'ordre établi ou, au contraire, apporter un regard critique et contre-hégémonique sur les diverses formes de domination existantes ? L'intersectionnalité, loin de faire l'unanimité, est-elle capable, comme veulent l'affirmer les auteures, d'apporter un nouveau « souffle critique à même d'animer les sciences sociales » (p. 63) ?

Thomas Goffard
Laboratoire PragmApolis, Liège
thomasgoffard@hotmail.com

Panique à l'université. Rectitude politique,* wokes *et autres menaces imaginaires, de Francis Dupuis-Déri, Montréal, Lux, 2022, 328 p.

Parmi la série d'ouvrages sur le péril allégué de l'université, rares sont ceux qui osent problématiser l'allégation elle-même et la mettre en relief avec le passé récent et lointain de cette institution millénaire. S'il fallait ne nommer qu'une seule contribution de Francis Dupuis-Déri à l'analyse de cette « crise », nous signalerions que l'auteur démantèle non seulement son caractère « nouveau », mais qu'il débusque les termes d'une équation aussi ancienne que bien rodée : l'action turbulente de la jeunesse, inoculée d'idées radicales, menace l'université.

Dès le deuxième chapitre de *Panique à l'université*, l'auteur démontre que le recyclage de cette équation consiste, d'abord, à maquiller ses constantes afin de les faire passer pour des variables. Il suffit ensuite d'adapter celles-ci au goût du jour pour avoir une bonne chance de voir l'opinion mordre à l'hameçon. Ainsi, au cours d'un demi-

siècle, tant le marxisme, le féminisme, le postmodernisme, le multiculturalisme que les *social justice warriors* épris de *political correctness* ont tour à tour joué le rôle de cette menace qui, à chaque occasion, aurait porté un coup fatal à la science et au canon des *dead white males*. Or, même si le sac des bibliothèques n'a jamais eu lieu, la reprise des antiennes sur l'imminente victoire des ennemis de la raison ne connaît pas de répit.

L'auteur relate le cas de Robert Leroux qui, il y a vingt ans, identifiait cette menace au féminisme universitaire, alors que c'est le « wokisme » qu'il relie aujourd'hui à « une forme de terrorisme intellectuel » (p. 66). Puis, remontant le fil des emplois récurrents de ce topos, Dupuis-Déri rappelle qu'Allan Bloom, dans les années 1980, parlait déjà de campus « écrasés par la "terreur" des féministes et le "totalitarisme" des Afro-Américains » (p. 124). En mai 1968, ce même lexique fut aussi employé par Raymond Aron pour qui « les jeunes rebelles étaient […] des "barbares, inconscients de leur barbarie", animés d'une "démence collective" […] pratiquant le "terrorisme institutionnalisé" » (p. 87-88).

En sus de la reprise de cette équation, tant au Canada et aux États-Unis qu'en France, Dupuis-Déri souligne l'enflure verbale qui caractérise ces interventions. Même en concédant que l'usage du mot terrorisme puisse être pris ici au sens figuré, nous remarquons au fil de l'analyse que le choix de l'hyperbole n'est pas accidentel. Il s'agit plutôt d'une convention de ce discours qui ne s'embarrasse d'aucune précaution historique pour décrier les actions de l'ennemi : lynchage, extermination, totalitarisme, camps de rééducation, etc. Avec une patience qui honore le métier de professeur, l'auteur rappelle ce que les mots et les choses recouvrent. Faits historiques à l'appui, il revient sur l'étendue de la violence meurtrière de ces crimes d'État et déplore avec raison que ces polémistes, en rivalisant d'outrances verbales, « n'expriment aucune empathie pour les millions de victimes réelles dont ils détournent la mémoire » (p. 134-135).

Comment expliquer qu'une manœuvre aussi fragile que douteuse puisse être à ce point efficace ? C'est en s'appuyant sur le sociologue Stanley Cohen que Dupuis-Déri fournit une clé pour comprendre le succès d'une stratégie consistant à partir de quelques faits (un chahut étudiant, une action turbulente, une parole radicale) pour nourrir la machine de « discours amplificateurs exagérant à outrance le problème et diabolisant les jeunes » (p. 61). Dans *Folk Devils and Moral Panics*, paru en 1972, Cohen qualifie ces amplifications de paniques morales et il situe la chaîne de montage de celles-ci au cœur des médias populistes. Dupuis-Déri résume : « la presse à sensation joue un rôle central dans les processus de diabolisation d'une catégorie sociale (souvent des jeunes marginaux) par sa couverture médiatique disproportionnée et sensationnaliste qui identifie "une menace pour la société, ses valeurs et ses intérêts" » (p. 50). Selon Cohen, toujours, cette marge turbulente et déstabilisante pour le bon ordre et le bon goût est fabriquée de part en part. Si une bataille entre jeunes motards – prétexte de la panique analysée par le sociologue – fournit le fait divers minimalement nécessaire au décollage de l'affaire, elle demeure sans commune mesure avec le déchaînement de l'opinion à son sujet et les appels à la répression à son encontre.

Si la tenue en compte du rôle des médias ne simplifie pas l'analyse de la panique à l'université, elle fournit toutefois de précieuses pistes empiriques pour confronter ce qui se dit avec ce qui se passe. C'est à cette tâche ingrate de rectification, pièce par pièce, que Dupuis-Déri s'attèle dans son cinquième chapitre. La déformation de la réalité à laquelle procèdent plusieurs médias est révélée par des dizaines d'exemples internationaux (qui sont réfutés un à un). Si l'on s'en tient aux seuls exemples touchant la science politique québécoise, Dupuis-Déri détricote cette série de propos sans fondement : on allègue qu'il n'y a plus moyen de lire ou d'enseigner les classiques de la pensée politique (alors qu'une simple consultation

des plans de cours dresse la liste des lectures obligatoires des Anciens comme des Modernes) ; on allègue que les étudiant·es ne travaillent plus qu'à des thèses « wokes » (alors qu'un simple inventaire des titres de thèses déposées récemment révèle la nette prédominance de sujets très traditionnels) ; on allègue la même chose à propos des travaux des chaires de recherche (alors que l'inventaire révèle encore la nette prédominance de sujets classiques), on allègue enfin que les jeunes hommes n'ont plus aucune chance d'entrer dans la carrière (alors que 81 des 118 postes du corps professoral de la discipline sont occupés par des hommes, qui y détiennent de surcroît 80 % des chaires).

Que la presse à sensation et ses chroniqueurs vedettes soient imperméables à ces réfutations n'est guère surprenant. Le coût pour de telles « erreurs » est en effet dérisoire en comparaison des profits recherchés. Ce qui surprend davantage, c'est que des personnes progressistes, diplômées, voire en poste à l'université, se fassent berner par ces manipulations ou pis encore s'en accommodent au nom d'un combat à mener contre des recherches qu'elles n'apprécient pas. Si la brutalité idéologico-politique autorise tous les coups (à gauche comme à droite), il reste que les controverses médiatiques et les controverses savantes doivent être régies par des logiques distinctes. Alors que ces dernières conviennent d'un répertoire des armes et d'un registre des preuves admises afin de lever la controverse par la découverte de la vérité ou de l'erreur, les controverses médiatiques, inféodées aux impératifs du commentariat, échappent en bonne partie à cette déontologie. À lire Dupuis-Déri, nous en venons à penser que c'est dans la collision entre ces logiques distinctes que loge tout le drame de la panique à l'université. Cette panique est porteuse d'une crise autrement plus sérieuse que celle qui est alléguée : elle consiste à voir des universitaires reprendre à la lettre le cadrage médiatique d'un enjeu ou encore à voir des universitaires miser sur le rouleau médiatique pour régler leurs comptes avec des approches savantes qui sont autres que les leurs.

Cette manœuvre mérite d'être critiquée, car même si des médias ou des universitaires hostiles aux revendications politiques sur les campus rendent compte d'un « événement choquant » à l'aide de quelques faits, le mensonge par omission reste souvent la règle : « on présente une action étudiante étonnante et radicale qu'on cherche à discréditer, mais on n'explique ni le contexte ni les rapports de force dans lesquels elle s'inscrit » (p. 94). Telle est cependant la brèche que la grille d'analyse de Cohen nous incite à exploiter et à problématiser : quels sont les rapports de force en présence dans la panique à l'université ? Si la désinformation tout comme la stigmatisation d'une minorité militante génèrent un profit facile dont seuls les marginaux expient le coût, qui donc engrange les bénéfices ? Fidèle au réalisme élémentaire de Cicéron, une analyse politique doit toujours demander : *cui bono ?*

À travers l'ouvrage, Francis Dupuis-Déri relève ce défi et évoque le jeu des intérêts qui se trame derrière la défense de la science comme institution à l'encontre de ses « contrefaçons » associées à l'antiracisme, au féministe ou au gauchisme. Il ouvre ainsi un chantier qui comporte deux avenues. D'une part, il rappelle que les groupes de presse sont de plus en plus sous le contrôle de milliardaires qui sont très campés politiquement (Murdoch aux États-Unis, Bolloré en France, Péladeau au Québec) et qui ont contribué à orienter le journalisme « sur le commentaire d'opinion et la chronique d'humeur plutôt que sur les reportages et les enquêtes » (p. 243). D'autre part, l'auteur rappelle très pertinemment la récupération de ces paniques par la hiérarchie du pouvoir puisqu'à tout coup les « politiques s'en mêlent, flairant la possibilité d'en tirer des avantages, y compris électoraux » (p. 51). Aujourd'hui, en effet, pas un·e seul·e chef·fe populiste d'Occident ne se garde d'attaquer le « wokisme », car les jeunes radicaux menaceraient les États qui comptent parmi les plus puissants et les plus riches de la planète. En définitive, une telle inversion des pôles dominants–dominés a beau être brandie chaque saison par les détenteurs du pouvoir

et ceux qui y aspirent, Dupuis-Déri donne à penser qu'elle ne pourra l'emporter ni contre l'examen des faits ni contre l'exercice de la vigilance critique.

Jean-Pierre Couture
École d'études politiques, Université d'Ottawa
jean-pierre.couture@uottawa.ca

Voice and Inequality: Poverty and Political Participation in Latin American Democracies, de Carew Boulding et Claudio A. Holzner, New York, Oxford University Press, 2021, 244 p.

Dans *Voice and Inequality: Poverty and Political Participation in Latin American Democracies*, Carew Boulding et Claudio A. Holzner effectuent une analyse empirique à grande échelle de la participation politique des personnes défavorisées en Amérique latine, présentant les tendances de participation de ces individus dans chaque pays et comparant celles-ci aux tendances des citoyens plus favorisés. À travers cette analyse, les auteurs soutiennent que la participation politique des personnes démunies en Amérique latine est très élevée, mais qu'il y a beaucoup de variations dans le degré de participation de ces individus à différents actes politiques : ceux-ci votent et manifestent moins que les personnes plus aisées, mais ils sont plus susceptibles de contacter les fonctionnaires ou les représentants de l'État. Les auteurs soutiennent également que la propension à participer des citoyens est plus grande si ceux-ci sont engagés dans des organisations communautaires, connectés à des partis politiques, ou vivent dans des démocraties où les élections sont libres et équitables et dont le système politique protège les droits démocratiques. Ils soulignent que ces facteurs sont particulièrement importants pour la classe populaire, puisque la capacité de participation de ses membres dépend davantage d'efforts de mobilisation externes, étant donné que ceux-ci ont moins de probabilités de surmonter seuls des obstacles à la participation.

Boulding et Holzner commencent l'ouvrage en traitant de la littérature sur la participation politique. Celle-ci, remarquent-ils, est principalement basée sur les démocraties stables et se concentre souvent sur un petit nombre de cas. Elle met l'accent sur les désavantages individuels et structurels auxquels font face les citoyens les plus démunis, théorisant qu'en raison de ces inégalités, la classe populaire participe moins que les classes plus favorisées. Or, les auteurs soulignent que les citoyens défavorisés, en Amérique latine, semblent participer à de très hauts niveaux, et que différents facteurs ont pu influencer leur degré de participation de manière positive – la vague rose, la multiplication des organisations non gouvernementales et communautaires – ou négative – les *thin democracies* issues des transitions démocratiques, l'érosion des syndicats et l'instabilité des partis politiques.

Dans le but de démêler les conséquences de ces forces concurrentes sur la participation politique de la classe populaire en Amérique latine, les auteurs ont utilisé les données du sondage *AmericasBarometer* du *Latin American Public Opinion Project* (LAPOP), portant sur les opinions et la participation politique des citoyens de l'hémisphère ouest. Dans le cadre de cette étude, les auteurs ont uniquement pris en considération les sondages nationaux représentatifs conduits tous les deux ans, entre 2006 et 2014, dans 18 États latino-américains.

L'analyse de ces données révèle que la vaste majorité des personnes en Amérique latine, peu importe leur niveau de richesse, participent à au moins l'un de trois actes de participation politique, soit le vote, la participation aux manifestations et le contact de fonctionnaires. En comparant les comportements politiques des citoyens les plus démunis et ceux du reste de la population, il est possible de constater qu'en général, les premiers votent et manifestent moins, mais contactent davantage les fonctionnaires que les seconds. De plus, en contrôlant d'autres facteurs explicatifs, tels que l'éducation, l'âge et le genre, les auteurs démontrent que, étonnamment, les plus démunis sont plus politiquement actifs que les plus nantis, malgré les défis auxquels ils font face en raison de leur statut socioéconomique.